



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 2

de la Décision d'exécution de la Commission relative au plan d'action annuel en faveur de la République de Guinée pour 2022

Document d'action Appui à l'entrepreneuriat Féminin

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Programme d'appui à l'entrepreneuriat féminin CRIS Decision 2022/43759 – OPSYS Réf. ACT-60980 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	OUI TEI Guinée ; Economie Verte et bleue Des liens seront aussi établis afin d'assurer coordination et synergie avec la TEI « Young Business in Africa » qui cible tout particulièrement l'autonomisation économique des filles et des femmes en Afrique Sub-Saharienne.
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : République de Guinée
4. Document de programmation	Programme Indicatif Multiannuel (PIP) 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Objectif spécifique 1.2 : Développer les secteurs agricole et halieutique, en particulier dans les phases de transformation et de commercialisation Résultats escomptés 1.2.b ; l'emploi décent dans les secteurs agricole et halieutique a augmenté.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaine prioritaire: Transition et économie verte Secteur d'intervention : Agriculture et pêche

7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal (1 uniquement): ODD 5 Égalité entre les sexes Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles: 1 Eradication de la pauvreté 8 Accès à des emplois décents 10 Réduction des inégalités 12 Établir des modes de consommation et de production durables			
8 a) Code (s) CAD	<Code CAD 250 — Entreprise et autre services secteur — 75% <Code CAD 310 — Agriculture, forêt et pêche secteur — 25%			
8 b) Principal canal de distribution @	13000 (Gouvernement tiers – Coopération déléguée)			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-14.020120-C1-INTPA</p> <p>Coût total estimé: 15 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE 10 000 000 EUR.</p> <p>Cette action est cofinancée conjointement par:</p> <p>L'Agence Française de Développement (AFD) pour un montant de 5 000 000 EUR</p> <p>Les contributions attendues des EM à la TEI Economie verte et bleue sont de 133 000 000 EUR pour la France (dont 73 000 000 EUR sous forme de prêts), de 32 900 000 EUR pour la Belgique et de 5 500 000 EUR pour l'Italie.</p>			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion indirecte avec la (les) entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1.			

1.2 Résumé de l'Action

Le gouvernement de la République de Guinée s'est orienté vers la transformation structurelle de l'économie. Au niveau institutionnel, plusieurs acteurs travaillent sur le secteur du développement des très petites, petites et moyennes entreprises (TPE/PME) avec un rôle central de l'Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP). L'APIP est désormais rattachée au Ministère du commerce, de l'industrie et des PME (MCIPME) dont l'une des priorités affichée est la promotion de l'entrepreneuriat féminin. En matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation économique des femmes, une Politique Nationale Genre a été élaborée (rédigée en 2011 puis mise à jour en 2017) qui reconnaît que les femmes guinéennes représentent les personnes les plus pauvres, les plus vulnérables et les moins dotées en ressources. En juin 2020, a également été créé le Ministère des Droits et de l'Autonomisation des Femmes (MDAF), aujourd'hui réintégré au Ministère de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables.

Si l'écosystème privé guinéen commence à se structurer, il existe encore de fortes disparités en matière d'accès aux services pour développer son entreprise - accentuées en dehors de Conakry et dans les zones rurales. Le tissu économique guinéen est essentiellement constitué de TPE/PME, dont le développement est entravé par de multiples barrières (accès au financement, accès à des services et formations adaptés, compétences techniques, opportunités de marché, fiscalité, etc.), avec une prédominance importante du secteur informel. La situation est d'autant plus difficile que les acteurs du secteur privé – individus comme entreprises - subissent de plein fouet la crise économique et sanitaire actuelle. Les femmes représentent 58 % de la main-d'œuvre dans les entreprises informelles mais ne sont à la tête que de 17% des entreprises formelles créées entre 2014 et 2019. Elles font face à d'importantes barrières socio-culturelles dans le contexte guinéen pour développer leur entreprise. Les besoins en matière d'accès au financement, qui demeurent l'un des principaux freins au développement de l'entrepreneuriat des femmes, restent encore insuffisamment couverts par les acteurs et programmes existants.

Ce projet a pour objectif général l'autonomisation économique des femmes entrepreneures à travers le soutien aux initiatives entrepreneuriales portées par les femmes en particulier en Basse-Côte (partie Sud de la Guinée Maritime ou Basse Guinée) et en Guinée forestière, et le renforcement des acteurs de l'écosystème public-privé sur les dimensions genre. Le choix des zones d'intervention a été fait après une consultation auprès de acteurs étatiques concernés, et la réalisation entre 2021 et 2022 d'une étude¹ de faisabilité sur le projet.

L'action est alignée sur la mission du Ministère du Commerce de promotion de l'entrepreneuriat féminin pour le développement des secteurs du commerce, de l'industrie et des PME, présentée dans l'Article 1 du décret du 13 janvier 2022. Plus globalement, le Ministère est chargé de concevoir, d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du gouvernement dans les domaines du commerce, de l'industrie et des PME, des investissements et du partenariat public privé et d'en assurer le suivi.

Cette action vise à offrir des services financiers et non-financiers adaptés pour soutenir les initiatives entrepreneuriales portées par les femmes. Elle aura un effet levier sur l'écosystème entrepreneurial guinéen (institutions financières, structures d'accompagnement, organisations actives dans l'entrepreneuriat féminin et opérateurs économiques) via la mobilisation, coordination et renforcement des partenaires et prestataires afin de renforcer l'offre de services financiers et non-financiers aux femmes entrepreneurs et contribuer au développement de leurs entreprises.

Ce projet CAD 2 adresse principalement l'ODD n° 5 (égalité entre les sexes), et l'ODD n° 8 (travail décent et croissance économique) ; ainsi que d'autres ODD 1 (pas de pauvreté) et 12 (consommation et production durables). Il s'inscrit également dans le cadre du Programme Indicatif Multiannuel 2021-2027 de l'UE en République de Guinée, notamment dans deux des domaines prioritaire 1) Transition et économie verte - objectif OS1.2.: développer les secteurs agricole et halieutique, en particulier dans la phase de transformation et de commercialisation. Objectif OS1.1 : améliorer l'accès à l'énergie durable dans les zones urbaines et rurale, dans la mesure où des systèmes d'énergie durable décentralisés servant le secteur en zone rurale sont considérés -- et 2) Développement humain - objectif OS2.2. : Assurer la cohérence entre la formation professionnelle et la demande du marché de travail en favorisant l'accès des femmes et des jeunes à des emplois décents. Ce projet répond aussi aux priorités du plan d'action genre de l'UE, le Plan d'action de l'Union européenne pour les actions extérieures sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III)², qui établit, entre autres, comme ligne d'action le « renforcement des droits économiques et sociaux et l'autonomisation des femmes et des filles » plus précisément l'« accès à l'entrepreneuriat, y compris aux moyens de subsistance alternatifs, à l'économie verte et circulaire ». Ce projet s'inscrit également dans la composante 1 « Développement inclusif et durable » de la TEI nationale économie verte et bleue, car de nombreuses entreprises qui seront soutenues à travers les activités du projet, évoluent dans les secteurs agricoles ou de la pêche (exploitation, transformation, commerce), y compris le besoin de promouvoir des modèles pour des entreprises vertes et circulaires. Des liens seront aussi établis afin d'assurer coordination et synergie avec la TEI « Young Business in Africa » qui cible tout particulièrement l'autonomisation économique des filles et des femmes en Afrique Sub-Saharienne.

¹ L'étude cherche à identifier les capacités de l'Etat guinéen pour répondre aux besoins nationaux en matière d'égalité de genre, à travers le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance (MASPFE), mais également au travers des Ministères du Plan et Développement Economique, des Finances, du Budget, du Commerce, voire de la Primature et de la Présidence dont l'engagement est de plus en plus important dans des initiatives économiques visant la réduction des inégalités entre hommes et femmes.

² JOIN (2020) 17 du 25.11.2020 final. Le Plan d'Action Genre III (GAP III) de l'Union européenne a été adopté par 24 États Membres à travers des [Conclusions de la Présidence du Conseil européen](#) du 16 décembre 2020 (13947/20).

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Contexte géographique et ressources :

La République de Guinée est le berceau de 12 millions d'habitants. Elle bénéficie d'une position géographique et de conditions naturelles très favorables. Bordée par 6 pays et plus de 320 kilomètres de côte sur l'Atlantique, la Guinée est une terre fertile pour l'agriculture sur sa plaine maritime et le long de ses nombreux fleuves, ainsi que pour l'élevage et le maraîchage dans le Fouta Djallon (Moyenne Guinée et Haute Guinée). Elle dispose aussi d'importantes ressources forestières (11% du territoire national). Le secteur primaire a contribué pour près de 19,7% à la formation du PIB en 2017 (Banque Africaine de Développement). Plus particulièrement, le secteur de l'agriculture a employé 60,65% de l'emploi total en 2019 (Banque Mondiale). La Guinée dispose également d'importantes ressources minières (première réserve mondiale de bauxite, importantes mines de diamant, de fer et d'or). Le secteur secondaire y compte pour 36% du PIB ; il est largement dominé par l'industrie extractive, composée de compagnies étrangères exportant de la matière brute (bauxite et or représentent environ 20% du PIB). Enfin, le secteur tertiaire représente les derniers 44% du PIB et est quant à lui porté par le commerce, le transport, les télécommunications et les activités financières.

La Guinée est cependant sujette à des crises internes récurrentes qui ne lui permette pas d'exploiter de manière optimale ces ressources. Son économie est restée très dépendante des groupes étrangers et des cours internationaux sans que n'émergent de véritables chaînes de valeur capables de redistribuer les richesses aux populations. La Guinée se montre ainsi très vulnérable à la conjoncture internationale.

Contexte économique :

Depuis la fin de l'épidémie d'Ebola (2016), l'activité économique a entamé une reprise dynamique sous l'effet notamment de la vigueur du secteur extractif. L'activité avait bien résisté à l'épidémie de Covid-19 en 2020 (à + 5,2%), et malgré la reprise de l'épidémie d'Ebola, la croissance resterait bien orientée en 2021 (à + 5,6% en 2021). Le déficit du solde courant s'est amélioré en 2020 (à 12,1% du PIB contre 13,7% en 2019), avec la hausse des exportations de bauxite, et malgré la hausse des importations liées aux investissements dans les secteurs extractif et énergétique. Ce déficit est financé par des entrées d'IDE dans ces secteurs et par les emprunts externes du gouvernement pour le financement de projets d'infrastructures.

La liquidité en devises demeure fragile, la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a dû intervenir à plusieurs reprises pour éviter la dévaluation du GNF, et les réserves de change ont diminué (à 3,8 mois d'importations à fin 2020). Le risque souverain est élevé. Le déficit budgétaire demeure limité depuis l'ajustement réalisé en 2016 mais se creuserait en 2020 (à -3,6% du PIB en 2020 contre -0,5% en 2019) avec l'augmentation des dépenses et malgré la bonne tenue des recettes. Depuis 2012, point d'achèvement de l'initiative PPTE, le pays connaît un rythme de ré-endettement rapide portant l'endettement public à 34,5% du PIB en 2019. En 2020, avec le financement du barrage de Souapiti et le creusement du déficit budgétaire, le taux d'endettement en devises s'élèverait à 23,8% du PIB (contre 19,5% en 2019) portant le taux d'endettement publique total à 40,4% du PIB. Le risque de non soutenabilité de la dette publique est modéré selon l'AVD (Analyse de Viabilité de la Dette) du FMI de juin 2020 mais la marge d'absorption de chocs est restreinte.

Contexte politique :

Le pays présente une situation sociale et politique fragile, matérialisée par la persistance de turbulences sociopolitiques. En 2020, les élections législatives, le référendum puis les élections présidentielles au cours desquelles Alpha Condé avait été réélu pour un 3ème mandat ont été sources de tensions. Dans ce contexte un coup d'Etat a été orchestré par une partie de l'armée le 5 septembre 2021. Suite au coup d'état, le pays s'est engagé dans un processus de transition politique dirigé par le Comité de Rassemblement National et de Développement (CNRD). Depuis la promulgation de la Charte de Transition par le Comité National du Rassemblement pour le Développement, fin septembre, ce processus se poursuit sans heurt. Une Feuille de Route de la transition a été élaborée, et devra guider le gouvernement et Comité National de Transition dans la rédaction d'une nouvelle Constitution. Le processus de transition doit finir avec l'organisation d'élections démocratiques et transparentes.

Après la nomination d'un Premier Ministre consensuel, Mohamed Beavogui, l'ensemble du gouvernement a été désigné avec une attention particulière à l'équilibre géographique et ethnique. Le Conseil National de la Transition, en charge de la rédaction de la nouvelle constitution a été aussi nommé.

L'action proposée s'appuie sur l'engagement du gouvernement guinéen précédent en matière d'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, concrétisé par la création en mars 2020 du Ministère des Droits et de l'Autonomisation des Femmes (MDAF), récemment réintégré au Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables. Le projet s'appuie également sur la forte volonté politique de promouvoir l'entrepreneuriat féminin et des jeunes, pour le développement des secteurs de commerce, de l'industrie et des PME, notamment via le Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

L'action est en ligne avec la vision stratégique de l'UE pour l'Afrique en soutenant le secteur privé, la création d'emplois durables et en favorisant les investissements sur le continent. Par l'intégration d'éléments de jeunesse, d'égalité des sexes et d'investissement / commerce, l'action est en cohérence avec les priorités de l'Agenda 2030³ et du nouveau Consensus européen pour le développement⁴, en particulier avec les dimensions « Personnes » et « Prospérité ». L'action proposée s'inscrit dans la continuité des appuis précédents et consolide la position de l'UE dans ce secteur.

Contexte environnementale et changement climatique :

Le pays est caractérisé par une dégradation continue des ressources naturelles et de la biodiversité. Les pressions écologiques sont principalement dues à la forte croissance économique du pays, liée à un secteur minier en essor. En plus, le changement climatique menace de saliniser les zones agricoles ainsi que de produire une modification de la fréquence et de la répartition des précipitations, ce qui réduirait le potentiel hydroélectrique et provoquerait une perturbation du calendrier agricole, principal secteur économique et actuel bassin d'emplois du pays.

La biodiversité de la Guinée est très riche, mais reste menacée par la pression anthropique d'une part et le manque de capacité du gouvernement pour protéger les parcs nationaux et les forêts classés de l'autre. En effet, la Guinée abrite une partie importante de la forêt d'Afrique de l'Ouest, un *hotspot* de biodiversité, malheureusement menacée par la coupe abusive de bois (pour produire du bois-énergie ou du bois d'oeuvre), l'extension du front agricole, le braconnage, le trafic de faune et le manque de capacité de surveillance du gouvernement. L'engagement de l'UE dans le programme indicatif multiannuel 2021-2027 pour la protection de l'environnement vise de renforcer une zone clé dans un « partenariat forêt » avec un effet multiplicateur sur la conservation de la biodiversité, de la lutte contre le changement climatique et contre la déforestation dans la sous-région. Cet engagement permettra à la Guinée de progresser vers l'atteinte de l'objectif d'Aichi de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) concernant la superficie d'aires protégées, et fournira un appui à la mise en oeuvre de la Contribution Déterminée au Niveau National (CDN) de l'Accord de Paris.

L'action vise à compléter les autres actions prévues sous le programme indicatif multiannuel 2021-2027, notamment dans le domaine prioritaire « Transition et économie verte » dans le secteur de la préservation de l'environnement où il est prévu de travailler dans les mêmes zones géographiques. L'action vise à intégrer une sensibilité à la transition verte et au changement climatique dans l'écosystème de l'entrepreneuriat féminin du pays, notamment à travers les activités de formation.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

Le tissu économique guinéen est essentiellement constitué de très petites, petites et moyennes entreprises (TPPME) fragiles, avec une prédominance importante du secteur informel. L'économie informelle représente 42% du PIB pour 95% des emplois (en majorité dans le secteur agricole) et 92% des entreprises privées sont des « microentreprises » informelles, c'est-à-dire employant moins de cinq personnes et générant des revenus annuels inférieurs à 7 000 USD. De plus, les entreprises guinéennes ont une durée de vie très courte (8,7 mois) avec un recours très faible au salariat.

³ <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-9850-2021-INIT/fr/pdf>

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A42017Y0630%2801%29>

D'un point de vue environnemental, la prédominance du secteur informel, notamment dans les sous-secteurs qui exploitent directement les ressources naturelles, pose des problèmes pour réguler son impact sur l'environnement, éviter la surexploitation des ressources disponibles, ainsi que pour une bonne gestion de la pollution.

Les TPME s'inscrivent dans un environnement des affaires guinéen complexe et parfois inadapté à leurs spécificités, et doivent faire face à de multiples entraves comme le poids du système fiscal, la corruption, la quasi absence de filets sociaux, l'accès limité à des marchés de biens et de services locaux, la qualité des infrastructures, ou encore la faible capacité de leurs ressources humaines. La situation est d'autant plus difficile aujourd'hui dans la mesure où les acteurs du secteur privé – individus comme entreprises – subissent de plein fouet la crise économique et sanitaire actuelle, particulièrement dans le secteur informel où les filets de sécurité sont particulièrement limités. En effet, 90% des entreprises guinéennes enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires en 2021. Un tiers d'entre elles estiment que cette baisse est de plus de 40% et que, sans un accompagnement de l'Etat, elles risquent la fermeture.

L'accès au financement est le premier obstacle au développement des TPME, plus particulièrement pour les entreprises portées par les femmes. L'accès aux formations (plus spécifiquement en matière de marketing, d'éducation financière et d'accès au marché) demeure aussi un obstacle important du fait de l'inadéquation de l'offre actuelle aux besoins spécifiques des femmes et aux différentes barrières auxquelles elles font face : problème de disponibilité (tâches domestiques et activités liées aux soins), manque de connaissances et de compétences requises (taux de scolarisation et l'alphabétisme plus faible), manque de garantie (foncier au nom du mari), autocensure (barrières socio-psychologiques), faible accès à l'information et aux technologies, etc.

Ainsi, les femmes jouent un rôle important dans les activités socioéconomiques de leur communauté, bien qu'il existe peu de données documentées sur leurs impacts et leurs contributions, mais restent souvent invisibles et concentrées dans le secteur informel.

L'entrepreneuriat féminin en Guinée est majoritairement cantonné à l'informel :

- Selon l'Institut National de la Statistique (INS), on dénombre en Guinée 1 875 412 unités de production informel (UPI). Plus de 49,3% des promoteurs de ces UPI sont des femmes.
- A l'inverse, de 2014, à 2019, sur 40 705 entreprises formellement créées, seules 7 010 sont dirigées par des femmes, soit 17%.
- Parmi les entreprises guinéennes, 9% seulement comptent une femme parmi leurs propriétaires, soit un pourcentage près de trois fois inférieur à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne (29%).

Cette très faible représentation des femmes au sein de l'écosystème entrepreneurial formel s'explique par les inégalités de genre dans l'accès aux opportunités, services, biens et ressources nécessaires au développement d'initiatives entrepreneuriales génératrices de revenus. Aussi, le manque de capacités d'autonomie et de pouvoir de décision des femmes limite leur vocation entrepreneuriale et/ou la croissance de leur projet entrepreneurial, notamment parce que les valeurs et les attributs de l'entrepreneuriat (prise de risque, esprit aventurier, orientation axée sur la performance, etc.) sont habituellement associés aux hommes. Les femmes font donc face à de nombreuses barrières d'ordres socio-économique et culturel qui les cantonnent dans des activités de subsistance et traditionnellement féminines. Or, l'entrepreneuriat constitue une activité principale permettant une émancipation financière et un rôle actif dans la société, en dehors du foyer. En effet, lorsque les entreprises dirigées par des femmes sont enregistrées, la motivation première est de gagner en indépendance.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Au niveau institutionnel, il existe plusieurs acteurs qui travaillent sur le secteur du développement des TPE/PME avec un rôle central conduit par l'**Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP)** et le **Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises** (qui assure la tutelle de l'APIP). Ce dernier a pour mission la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans les domaines du commerce, de l'industrie et des PME, des investissements et du partenariat public privé et d'en assurer le suivi. La promotion de l'entrepreneuriat féminin et des jeunes pour le développement des secteurs de commerce, de l'industrie et des PME fait également partie de ses autres attributions, qui sont précisées dans le décret du 13 janvier 2021 publié par le Colonel Mamadi Doumbouya (président de la transition). A noter que le **FODIP (Fonds de Développement Industriel et des Petites et Moyennes Entreprises)** est également sous la tutelle de ce Ministère et que des synergies pourront être envisagées si pertinentes. Le FODIP a récemment mis en place le Fonds d'Appui aux Groupements d'Intérêts Economique (GIE) et aux entreprises (FAGIEE) dans un contexte de

crise sanitaire. La Banque Nationale d'Investissement de Guinée (BNIG), inaugurée à l'automne 2020 souligne également les ambitions du gouvernement en matière d'appui à l'entrepreneuriat, notamment sur le secteur agricole. **La Direction Nationale des Petites et Moyennes Entreprises (DNPME)**, sous l'autorité du Ministère de l'Industrie et de Petites et Moyennes Entreprises, a pour rôle principal l'élaboration de stratégies pour l'orientation, la promotion et le développement des MPME (d'après la Charte des PME publiée en 2017).

Le gouvernement de la République de la Guinée a également renforcé sa politique en matière d'égalité entre les sexes et de soutien à l'autonomisation économique des femmes. La Politique Nationale Genre mise à jour en 2017 reconnaît que les femmes guinéennes représentent les personnes les plus pauvres, les plus vulnérables et les moins dotées en ressources pour faire prévaloir leurs droits et s'épanouir. Le Gouvernement avait ainsi mis en place, en juin 2020, le **Ministère des Droits et de l'Autonomisation des Femmes (MDAF)**, avec pour mandat de structurer l'agenda genre et équité guinéen, notamment au travers de la promotion de l'autonomisation économique des femmes. Suite aux changements institutionnels récents, ses prérogatives ont été transférées au **Ministère de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables (MPFEPV)**. Il est en charge de la conception, l'élaboration et mise en œuvre de la politique et des stratégies de promotion de la femme en termes d'autonomisation économique, de la vulgarisation et de la protection des droits des femmes ainsi que de la promotion de l'égalité entre les sexes en République de Guinée. Il se compose en 3 directions nationales : la Direction de la promotion féminine et du genre, la Direction nationale de l'enfance et la Direction nationale des personnes vulnérables. Son cadre organique est actuellement en cours d'élaboration.

L'Etat guinéen, représenté par le Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises, signera une convention avec l'Agence Française de Développement pour la mise en œuvre du projet. L'Etat guinéen signera également une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage du projet déléguée (MOD) avec l'Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP) qui est sous tutelle du Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes. A ce stade, l'APIP apparaît en effet comme l'acteur le plus outillé et présentant les résultats les plus probants en matière d'accompagnement à l'entrepreneuriat des femmes. **Une unité de gestion projet (redevable auprès de l'Agence Française de Développement), logée au sein de l'Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP)** sera chargée de la coordination globale du projet. En lien direct avec les équipes techniques et managériales de l'APIP, cette unité de gestion permettra tout au long du projet la bonne appropriation par les équipes de l'APIP des objectifs du projet et assurera la bonne mise en œuvre de ce dernier.

L'accompagnement des femmes entrepreneures en matière de services financiers et non-financiers, en complément des activités de formations directes réalisées par l'APIP, se fera via des appels à propositions, qui permettront de sélectionner des acteurs nationaux ou internationaux qualifiés pour appuyer les femmes entrepreneures. Ces acteurs pourront être, à titre d'illustration, des structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat (SAE), des institutions financières, des prestataires individuels, des consortiums ou groupements d'acteurs, etc. Ils feront l'objet d'une sélection via un cahier des charges techniques précis.

Une dizaine de SAE ont été identifiées en Guinée, présentant des modalités d'accompagnement, des outils d'appui au développement des entreprises et des modèles économiques différenciés. Elles accompagnent les TPE/start-up à différents stades de leur développement, en ciblant des publics particuliers. De manière générale, l'ensemble de ces structures accompagnant les femmes entrepreneures gagneraient à se professionnaliser et ont besoin du soutien des pouvoirs publics pour développer leurs activités et pour accroître leur portée réelle en termes de soutien aux femmes entrepreneures.

Concernant les institutions financières en Guinée, il existe 17 banques (dont ECOBANK, SG Guinée et BICIGUI qui représentent 57% des crédits) et 26 institutions de microfinance agréées (dont le Crédit Rural de Guinée, WAKILI et COFINA qui représentent 56% des crédits). Les banques agissent en milieu urbain et bien que la plupart ont l'intention d'accroître les prêts aux PME, elles rencontrent d'importantes contraintes opérationnelles (mesure du risque, implantation, accès aux données des PME pour instruction et suivi). Les IMF quant à elles financent essentiellement le commerce de court terme. Les femmes, majoritairement dans le secteur informel, ont d'ailleurs davantage recours au microcrédit auprès des IMF étant donnée leur exclusion du secteur bancaire. Des micro-initiatives comme les tontines ou les mutuelles financières (MUFFA notamment) existent également. Cependant, elles restent informelles et fragiles. De manière générale, l'ensemble des institutions financières présentes en Guinée gagneraient à inclure davantage les femmes et ont un rôle majeur à jouer sur l'accès au financement et l'autonomisation économique et financière des femmes entrepreneures.

L'étude réalisée par RMDA donne une cartographie de ces acteurs qui agissent sur le territoire guinéen (SAE, IF, etc.) et a pré-identifié des acteurs pouvant se révéler pertinents dans la mise en œuvre de services financiers et non-financiers aux femmes entrepreneures.

Les bénéficiaires finaux sont l'écosystème entrepreneurial public-privé (APIP principalement, ainsi que les SAE) ainsi que les initiatives entrepreneuriales portées par des femmes, ayant des besoins d'accompagnement identifiables, financiers et/ou non-financiers, pour pérenniser et développer leur(s) entreprise(s).

Plusieurs profils d'entreprises seront étudiés et précisés lors de l'opérationnalisation du projet :

- Femmes entrepreneures individuelles (généralement plus vulnérables, informelles et s'inscrivant dans logique d'entrepreneuriat de subsistance avec des moyens et un niveau d'éducation faibles) ;
- Groupements collectifs et/ou coopératives portées par ou intégrant une majorité de femmes (formels et informels) ;
- Entreprises familiales ;
- TPPME formelles portées par des femmes, plus structurées économiquement et à priori plus urbaines, à potentiel de changement d'échelle.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de contribuer à l'autonomisation économique des femmes en Guinée.

Les objectifs spécifiques de cette action sont:

- 1. L'écosystème public-privé en Guinée répond mieux aux besoins de l'entrepreneuriat féminin**
- 2. L'accès au financement des femmes entrepreneures de Basse-Côte et de Guinée forestière ciblés par le projet augmente⁵.**

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants:

- 1.1 Les outils techniques et les capacités d'identification de besoins, de conception de programmes, de gestion et des ressources humaines de l'APIP pour soutenir l'écosystème d'appui au entrepreneuriat féminin et l'amélioration du maillage territorial de ses actions sont renforcés.
- 1.2 Les acteurs institutionnels impliqués dans le cadre du projet sont sensibilisés autour de l'autonomisation économique des femmes, les valeurs démocratiques appliquées au dialogue multi-acteur et la transition verte.
- 1.3 Les capacités des acteurs privés appuyant l'entrepreneuriat féminin sont renforcées dans leur approche genre.
 - 2.1 Les capacités entrepreneuriales et numériques des femmes entrepreneures sont renforcées.
 - 2.2 Des services financiers adaptés aux besoins des femmes entrepreneures sont mis en place.

⁵ Territoires ciblés sur la cartographie ci-dessous.

Activités liées au produit 2.2 : dotation par l'APIP de subvention à des femmes entrepreneures à fort potentiel de développement ainsi qu'une facilité, permettant d'appuyer financièrement des acteurs porteurs d'offres ou de services adaptés aux caractéristiques des cibles, et désireux de les déployer sur le périmètre du projet. L'APIP réalisera en effet un appel à projet, ouvert à des acteurs implantés en Basse Côte et en Guinée forestière, visant la mise en œuvre par des acteurs agréés de services financiers adaptés (crédit concessionnel, épargne, mais aussi potentiels services connexes liés à l'accessibilité et aux spécificités des bénéficiaires) à destination des femmes entrepreneures présentes sur le territoire de la Basse-Côte et de la Guinée forestière (femmes entrepreneures individuelles, groupement de femmes, etc.).

La contribution de l'UE à l'Initiative Équipe Europe (IEE/TEI) prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique :

Cette action apporte une réponse directe aux priorités de croissance de la Guinée en soutenant le développement du secteur privé, la création d'emplois pour les femmes et les jeunes et la diversification de l'économie. Le soutien du projet sera axé sur le développement des entreprises, y compris la formation et l'éducation, liées au développement des secteurs de l'agriculture et de la pêche, ce qui contribuera à la promotion d'une diversification économique verte et durable à travers le développement du secteur privé.

Les offres et profils de formation prendront en compte la création d'emplois décents et l'augmentation de la capacité de production dans des cycles de consommation et de production plus respectueux de l'environnement avec un potentiel de développement et des modes de production et de consommation durables, axés notamment sur l'agriculture, la pêche et la sylviculture durables.

En même temps, ceux-ci soutiennent la mise en œuvre de la composante externe du Pacte Vert, car ils augmenteront la résilience de la Guinée au changement climatique et contribueront à la préservation des écosystèmes.

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinent pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique) : N.A

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) : Une évaluation sera menée dans le cadre du processus de formulation des activités

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques : Une évaluation sera menée dans le cadre du processus de formulation des activités

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G2.

Cela implique que l'action a pour objectif principal la réduction des inégalités femmes-hommes et l'autonomisation économique des femmes. Afin d'accompagner les objectifs spécifiques du projet en termes de réduction des inégalités de genre, le projet accompagnera une meilleure prise en compte de ces éléments dans les stratégies et les modalités d'intervention des parties prenantes. Cet accompagnement permettra de :

- Renforcer des compétences internes autour des aspects genre
- Assurer une prise en compte des enjeux genre, et notamment la sensibilisation des acteurs dans l'ensemble des activités prévues du projet
- Catégoriser les différents projets selon une méthodologie genre identifiée
- Organiser des formations adaptées pour les entreprises bénéficiaires du dispositif
- Assurer un suivi régulier (y compris visites) auprès des entreprises

La dimension genre sera intégrée dans la sélection des entreprises bénéficiaires du projet. Des entreprises dont la dirigeante ou actionnaire principale est une femme (entrepreneuriat féminin) ou des entreprises impactant de

manière significative l'égalité femmes-hommes et/ou la réduction des inégalités (entrepreneuriat pro-genre) de genre seront bénéficiaires des appuis du programme. L'action ciblera également dans la mesure du possible des femmes en situation de vulnérabilité.

Droits Humains :

L'action va contribuer à la réalisation des droits humains, spécialement du droit à un travail décent et à une vie digne par la création et développement d'entreprises inclusives et durables, créatrices d'emplois décents et génératrices de valeur ajoutée locale.

Une attention particulière y sera accordée lors de la mise en œuvre des activités, favorisant une approche inclusive dans la planification des interventions et maximisant la participation des femmes. L'action appliquera une approche basée sur les droits humains et assurera l'application des 5 principes opérationnels : transparence, participation, redevabilité, non-discrimination et respect à tous les droits humains dans toutes les activités.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique qu'aucune action ciblée spécifique dans ce domaine n'est prévue à être mise en œuvre. Cependant, le projet reste attentif à l'inclusion, lors de l'identification des bénéficiaires et de la mise en place des activités, des personnes vivant avec un handicap ou toute autre invalidité qui nécessite d'une attention spéciale.

Démocratie

Pas pertinent pour cette action

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Pas pertinent pour cette action

Réduction des risques de catastrophes

Pas pertinent pour cette action

Autres considérations, le cas échéant

Pas pertinent pour cette action

3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	L'environnement sécuritaire en Guinée se détériore et le pays est politiquement instable	Haut	Haut	Promouvoir les valeurs démocratiques dans les organisations de base du secteur privé féminin en Guinée comme moyen de construire une société avec des aspirations démocratiques
Environnement externe	Des tensions ethniques perturbent la zone de la Guinée forestière	Faible	Haut	L'unité de gestion en place dans la zone de Guinée forestière évaluera la situation et proposera des mesures en fonction du déroulement des événements
Environnement externe	La reprise d'Ebola en Guinée forestière, reprise de la COVID-19 en	Moyenne	Moyen	Le virus Ebola est relativement maîtrisé.

	Guinée forestière et en Basse côté			Situation actuelle en Guinée sur le Covid-19 est relativement maîtrisée.
Acteurs et organisation	Risque lié à la capacité de l'APIP à jouer le rôle de maîtrise d'ouvrage déléguée sur l'ensemble des composantes du projet (notamment sur les aspects genre)	Moyenne	Haut	La Composante 1 du projet visera justement à renforcer les capacités de l'APIP, en les alignant avec les pratiques et exigences des bailleurs ainsi qu'un appui par la cellule CAP.
Acteurs et organisation	Risque de changement de stratégie et du mandat de l'APIP selon la politique que mènera le nouveau directeur général et l'orientation du nouveau décret d'attribution de l'APIP	Moyenne	Haut	Selon le MCIPME, une procédure de recrutement du nouveau directeur général est en cours et le nouveau décret de l'APIP devrait être disponible prochainement, ce qui permettra de mieux appréhender ce risque.
Acteurs et organisation	Capacité limitée des acteurs publics et privés autour de l'appui à l'entrepreneuriat	Haute	Moyen	La composante 1 du projet travaillera précisément pour mitiger ce risque par une identification détaillée des besoins et le déploiement de mesures de renforcement ciblées.
Acteurs et organisation	Potentielle absence de synergies entre les acteurs de l'écosystème	Moyenne	Haut	<p>Approche partenariale de l'APIP avec les autres agences de l'Etat qui s'appuie largement sur le secteur privé pour mettre en œuvre ses actions. Un travail continu de concertation et de discussion avec les acteurs concernés permettra de limiter ce risque.</p> <p>Les deux études de faisabilité du cabinet RMDA ont permis également d'identifier des synergies sur le terrain de la Basse-Côte et en Guinée forestière avec les acteurs et les projets existants (complémentarité géographique avec les projets d'Enabel notamment), ce qui permettra de renforcer l'écosystème et l'impact transformationnel du projet sur les bénéficiaires finaux.</p>
Acteurs et organisation	Non efficience dans la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre du projet liée aux chevauchements de	Moyenne	Haut	Le comité de pilotage du projet, composé des différents ministères impliqués et de l'APIP, permettra une bonne coordination globale du projet.

	certaines mandats institutionnels entre les acteurs impliqués			
Acteurs et organisation	Augmentation des violences faites aux femmes dans le cadre de leur autonomisation	Moyenne	Haut	Pour pallier ce risque, les actions de sensibilisation mises en place dans le cadre du projet intégreront également les hommes et les entreprises familiales (incluant des hommes) seront incluses parmi les bénéficiaires potentiels du projet
Planning et processus	Manque de transparence des processus de passation de marchés locaux	Moyenne	Faible	Capitalisation des acquis techniques et opérationnels des précédents projets.
Planning et processus	Fraude et corruption	Faible	Haut	Application des principes opérationnels d'une approche basée sur les droits humains (respect à tous les droits humains, participation, non-discrimination, redevabilité et transparence).
Planning et processus	Mise en œuvre inefficace de l'action due à la lourdeur des procédures opérationnelles	Faible	Moyen	La souplesse des procédures AFD permet de travailler de manière efficace en appui aux opérateurs économiques.
Planning et process	Non-conformité	Faible	Haut	La composante du projet proposant des outils financiers sera systématiquement réalisée en respectant les exigences de l'AFD en matière de conformité : procédures LCB-FT/KYC intégrées dans les diligences menées auprès des bénéficiaires (incluant les déclarations d'intégrité). Le risque fiduciaire sera encadré par la cellule de coordination et via un compte projet ouvert au sein de l'APIP.

Enseignements tirés:

Sur la base du programme déjà existant (Entreprena) d'entrepreneuriat féminin mis en œuvre par ENABEL dans l'axe Conakry-Kindia-Mamou, les leçons à tirer sont les suivantes :

- L'importance de faire des études d'approfondissement relatives à des questions clés dès la fin de la formulation afin d'éviter des longues phases d'études / une perte de temps pendant le démarrage de l'intervention ;
- Pour une offre de service de qualité en direction des bénéficiaires (cibles), il faut consacrer du temps dans la prospection pour pouvoir mobiliser des prestataires pointus ;
- Dans la programmation financière ne pas toujours se fier aux ambitions des bénéficiaires contractants/prestataires. Rester prudemment ambitieux ;

- L'opérationnalisation des équipes des bénéficiaires contractants prend assez de temps. Un suivi rapproché est nécessaire pour l'atteinte des résultats ;
- Vérifier la formation du staff mobilisé dans la mise en œuvre
- La mise en place d'espaces de concertation et de partage (succès/échecs) trimestriels entre les bénéficiaires contractants/prestataires et les agences de mise en œuvre qualifie davantage leurs actions et leur permet de mieux collaborer

Projets de l'UE en cours en liens avec le secteur privé: INTEGRA (65 000 000 EUR), REFILA (5 000 000 EUR), économie créative (2 400 000 EUR), PACCAF (3 600 000 M EUR) (formalisation des entreprises).

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est basée sur le renforcement des capacités des acteurs institutionnels, économiques et techniques clés de l'écosystème entrepreneurial guinéen via l'amélioration des services financiers et non-financiers à destination des femmes entrepreneures du dispositif public et privé en place. Il s'agit de contribuer à la construction d'une offre plus adaptée et d'un environnement plus favorable, pouvant répondre aux besoins spécifiques des femmes entrepreneures et à accompagner leurs initiatives sur le long terme afin de créer de la croissance et de l'emploi inclusif.

Le projet s'inscrit ainsi dans un dialogue de politique publique avec les principales parties prenantes nationales intervenant sur les politiques en matière d'égalité entre les sexes, d'autonomisation économique des femmes et d'entrepreneuriat. L'approche est donc participative et vise la durabilité des actions entreprises au-delà de la durée du projet.

Dans les territoires de Basse-Côte et de Guinée forestière en particulier, où l'offre entrepreneuriale couvre très peu les besoins des entrepreneurs et encore moins les besoins différenciés des femmes et des hommes, le projet appuiera de manière spécifique les bénéficiaires femmes exerçant déjà des activités (formelles ou informelles) à travers une approche intégrée dans la prise en compte de leurs besoins (au-delà des services financiers et non-financiers classiques) ; et en lien avec les acteurs et services locaux pouvant également contribuer au développement de leurs initiatives et à la levée des barrières structurelles identifiées dans le contexte du projet.

Finalement, la logique d'intervention sous-jacente à cette action repose sur quatre principes :

- Alignement du projet au programme gouvernemental sur la politique publique d'appui au secteur privé et à l'autonomisation des femmes ;
- Projet est géré par l'AFD, à travers une coopération déléguée: une forte implication de l'écosystème public/privé d'appui à l'entrepreneuriat guinéen sera assurée tout au long du projet ;
- Logique du faire faire, avec une attention particulière à l'internalisation de compétences « terrain » ;
- Couplage de services financiers et non financiers, délivrés par des acteurs différenciés et impliquant une forte mobilisation des institutions financières.

Dans le cadre du projet, l'AFD mettra en œuvre l'ensemble du projet : 10M d'euros en fonds délégués de l'UE et 5M d'euros en subventions directe de l'AFD qui aura une requête de l'Etat guinéen sur ce projet représenté par le Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises (ministère de tutelle de l'APIP). La signature des conventions se fera, comme il est d'usage, avec le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. L'Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP) signera une convention de délégation avec l'Etat. C'est l'unité de gestion du projet logée en son sein qui sera responsable de la coordination et mise en œuvre globale du projet, en partenariat avec d'autres acteurs publics et privés qu'elle mobilisera quand pertinent dans le cadre du projet.

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à l'autonomisation économique des femmes en Guinée	<p>1. Nombre d'emplois soutenus / maintenus dans le cadre des initiatives entrepreneuriales portées par des femmes dans la Basse-Côte et la Guinée forestière.</p> <p>2. Pourcentage des initiatives entrepreneuriales portées par des femmes dans la Basse-Côte et la Guinée forestière dont les revenus ont augmenté 6 mois après la fin du programme.</p> <p>3. Proportion de femmes dans des postes de direction dans des entreprises de la Basse-Côte et la Guinée forestière.</p>	<p>1. TBC (2023)</p> <p>2. TBC (2023)</p> <p>3. TBC (2023)</p>	<p>1. TBC (2028)</p> <p>2. TBC (2028)</p> <p>3. TBC (2028)</p>	<p>Dispositif de suivi et évaluation du programme. /</p> <p>Enquête de ligne de base, évaluation à mi-parcours et fin de programme (indicateurs 1, 2 et 3)</p>	Non applicable
Effet direct 1	1. L'écosystème public-privé en Guinée répond mieux aux besoins de l'entrepreneuriat féminin	<p>1.1. Mesure dans laquelle la politique du marché du travail du pays partenaire est éclairée par une analyse sectorielle par sexe</p> <p>1.2. Mesure dans laquelle les normes de genre en matière de leadership sont remises en question pour améliorer l'accès des femmes aux postes de direction</p> <p>1.3. Nombre de réformes politiques, réglementaires ou</p>	<p>1.1 TBC (2023)</p> <p>1.2 TBC (2023)</p> <p>1.3 TBC (2023)</p>	<p>1.1 TBC (2028)</p> <p>1.2 TBC (2028)</p> <p>1.3 TBC (2028)</p>	<p>Dispositif de suivi et évaluation du programme (indicateurs 1.1-1.3)</p> <p>Évaluation à mi-parcours et fin de programme (indicateurs 1.1-1.3)</p>	<p>-La situation sécuritaire permet l'émergence d'activités économiques viables</p> <p>-Le cadre politique et institutionnel reste stable</p> <p>-Les partenaires (publics et privés) travaillent en bonne intelligence, de façon réactive et transparente, sur la base d'obligations</p>

		juridiques adoptées pour soutenir l'emploi et l'entrepreneuriat des femmes, notamment en termes de propriété et de droits fonciers, d'héritage, de mobilité, d'accès à l'identification				réiproques clairement définies
Effet direct 2	2. L'accès au financement des femmes entrepreneuses de Basse-Côte et de Guinée forestière ciblés par le projet augmente	2.1. Nombre d'entreprises accompagnés par le projet ayant levé des fonds des institutions financières Nombre	2.1 TBC (2023)	2.1 TBC (2028)	Dispositif de suivi et évaluation du programme (indicateur 2.1) Évaluation à mi-parcours et fin de programme (indicateur 2.1)	- La situation sécuritaire et sanitaire permet l'émergence d'activités économiques viables - Les SAE prestataires disposent des capacités financières et humaines nécessaires pour réaliser les missions qui leur sont confiées
Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1 Les outils techniques et les capacités d'identification de besoins, de conception de programmes, de gestion et des ressources humaines de l'APIP pour soutenir l'écosystème d'appui au entrepreneuriat féminin et l'amélioration du maillage territorial de ses actions sont renforcés.	1.1.1 Nombre de formateurs internes de l'APIP qui ont passé les formations de renforcement de capacité, désagréé par sexe 1.1.2 Nombre de cadres de l'APIP qui démontrent des compétences accrues grâce aux formations soutenues par l'UE, désagréé par sexe 1.1.3 Nombre de prestataires d'assistance	1.1.1 TBC (2023) 1.1.2 TBC (2023) 1.1.3 TBC (2023)	1.1.1 TBC (2028) 1.1.2 TBC (2028) 1.1.3 TBC (2028)	Dispositif de suivi et évaluation du programme (indicateurs 1.1.1-1.1.3) Évaluation à mi-parcours et en fin de programme (indicateurs 1.1.1-1.1.3)	- L'APIP finalise son processus de structuration et conduit adéquatement les changements organisationnels nécessaires à la bonne exécution du programme et est dotée annuellement par l'Etat de moyens lui permettant d'assurer son fonctionnement et son développement

		technique et de financement formés intervenant sur d'autres régions qui démontrent des compétences accrues grâce aux formations soutenues par l'UE, désagrégué par sexe				- La communication entre les partenaires est fluide, transparente, de bonne foi, et chacun déploie ses meilleurs efforts pour la réalisation des objectifs partagés du programme
Produit 2 lié à l'effet direct 1	1.2 Les acteurs institutionnels impliqués dans le cadre du projet sont sensibilisés autour de l'autonomisation économique des femmes, les valeurs démocratiques appliquées au dialogue multi acteur et la transition verte.	1.2.1 Nombre de formateurs internes des acteurs institutionnels impliqués dans le cadre du projet ayant bénéficié du renforcement de capacités, désagrégué par sexe	1.2.1 TBC (2023)	1.2.1 TBC (2028)	Dispositif de suivi et évaluation du programme (indicateurs 1.2.1-1.2.4) Évaluation à mi-parcours et en fin de programme (indicateurs 1.2.1-1.2.4)	Le MPFEPV conduit adéquatement les changements organisationnels nécessaires à la bonne exécution du programme, et est doté annuellement par l'Etat des moyens lui permettant d'assurer son fonctionnement et son développement
		1.2.2 Nombre de personnes atteintes par des activités de sensibilisation et information au sein des institutions publiques, désagrégué par sexe et niveau administratif	1.2.2 TBC (2023)	1.2.2 TBC (2028)		
		1.2.3 Nombre d'institutions publiques ayant bénéficiée d'un accompagnement / formation / renforcement de capacités	1.2.3 TBC (2023)	1.2.3 TBC (2028)		
		1.2.4 Nombre de personnes ayant bénéficié d'interventions en matière d'enseignement et formation professionnel / développement des compétences au sein des	1.2.4 TBC (2023)	1.2.4 TBC (2028)		

		institutions publiques ciblées, désagrégué par sexe 1.2.5 Nombre d'institutions publiques engagées dans les dialogues inter-ministériels sur l'autonomisation économique des femmes	1.2.5 TBC (2023)	1.2.5 TBC (2028)		
Produit 3 lié à l'effet direct 1	1.3 Les acteurs privés appuyant l'entrepreneuriat féminin sont renforcés dans leur approche genre	1.3.1 Nombre de services d'appui aux entreprises privés ayant bénéficié d'un accompagnement / formation / renforcement de capacités et nombre de personnes ayant bénéficié d'interventions en matière d'enseignement et formation professionnels / développement des compétences au sein de ces structures, désagrégué par sexe du CEO	1.3.1 TBC (2023)	1.3.1 TBC (2028)	Dispositif de suivi et évaluation du programme (indicateur 1.3.1). Évaluation à mi-parcours et en fin de programme (indicateur 1.3.1).	Néant
Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1 Les capacités entrepreneuriales et numériques des femmes entrepreneures sont renforcées	2.1.1. Nombre de femmes ayant bénéficié de EFP/développement des compétences en institutions ou sur le lieu de travail par des interventions soutenues par l'UE: a) tous les EFP/compétences développement, b) uniquement EFP/développement des compétences pour numérisation 2.1.2 Nombre de formations et de	2.1.1 TBC (2023) 2.1.2 TBC (2023)	2.1.1 TBC (2028) 2.1.2 TBC (2028)	Dispositif de suivi et évaluation du programme sur la base d'évaluations des compétences acquises par les personnes formées (indicateurs 2.1.1-2.1.5) Évaluation à mi-parcours et en fin de programme (indicateurs 2.1.1-2.1.5)	Néant

		<p>bénéficiaires des modules de formation « entrepreneuriat de base », désagrégué par sexe</p> <p>2.1.3 Nombre de formations et de bénéficiaires des modules de formation « entrepreneuriat collectif », désagrégué par sexe</p> <p>2.1.4 Nombre de formations et de bénéficiaires des modules de formation « entrepreneuriat avancé », désagrégué par sexe</p> <p>2.1.5 Nombre de projets les plus prometteurs sélectionnés et accompagnés individuellement, avec désaggrégation par secteur</p>	<p>2.1.3 TBC (2023)</p> <p>2.1.4 TBC (2023)</p> <p>2.1.5 TBC (2023)</p>	<p>2.1.3 TBC (2028)</p> <p>2.1.4 TBC (2028)</p> <p>2.1.5 TBC (2028)</p>		
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2 Des services financiers adaptés aux besoins des femmes entrepreneures sont mis en place.	2.2.1. Nombre de bénéficiaires ayant accès à des services financiers adaptés à leurs besoins avec le soutien de l'UE, par sexe de propriété de l'entreprise	2.2.1 TBC (2023)	2.2.1 TBC (2028)	Dispositif de suivi et évaluation du programme (indicateur 2.2.1) Évaluation à mi-parcours et en fin de programme (indicateur 2.2.1)	Néant

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement simplifiée avec le gouvernement de la Guinée.

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire N/A

4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE.

4.4.1 Gestion indirecte avec une entité ayant passé les piliers

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'AFD. Cette mise en œuvre implique la réalisation de toutes les activités de l'action afin de contribuer à atteindre tous les objectifs et résultats de l'action. L'entité envisagée a été sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants:

- L'entité dispose de l'expertise technique dans l'entrepreneuriat, particulièrement dans l'entrepreneuriat féminin ;
- L'entité dispose de l'expérience dans l'entrepreneuriat, particulièrement dans l'entrepreneuriat féminin et/ou dans la sous-région et en Guinée ;
- L'entité dispose de la capacité opérationnelle nécessaire dans le pays et dans le domaine de l'entrepreneuriat.

Si l'entité envisagée doit être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une autre entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée par une mise à jour de la décision.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (EUR)	Contribution indicative AFD	TOTAL
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4			
Objectif 1 : Renforcer les capacités de l'écosystème public-privé appuyant l'entrepreneuriat féminin en Guinée composé de :			
Gestion indirecte avec l'AFD – cf. section 4.4.1	3 240 000	1 260 000	4 500 000
Objectif 2 : Accompagner les femmes entrepreneures de la Basse-Côte et de Guinée Forestière par le déploiement d'offres dédiées, composé de :			
Gestion indirecte avec l'AFD – cf. section 4.4.1	6 760 000	3 740 000	10 500 000
Evaluation -cf section 5.2 Audit – cf section 5.3	Sera couvert par une autre décision		
Provision pour dépenses imprévues			
Totaux	10 000 000	5 000 000	15 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

L'Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP), sous tutelle du Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises, sera la maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) du projet (convention de délégation signée avec l'Etat) Une unité de gestion de projet sera créée. Celle-ci se composera d'une part d'une cellule de coordination, logée au sein de l'APIP, d'autre part de deux équipes terrain.

La **cellule de coordination** sera composée à titre indicatif d'un.e chef.fe de projet, d'un.e chargé.e suivi-évaluation, d'un.e chargé.e passation de marché, d'un.e responsable administratif et financier, d'un.e assistant.e / secrétaire en appui, un.e expert.e comptable et un.e expert.e communication.

Pour les deux équipes terrain :

- L'équipe terrain Basse-Côte sera basée à Conakry et effectuera de nombreux déplacements sur les terrains d'intervention. Elle se composera à titre indicatif d'un.e expert.e genre institutionnel, d'un.e expert.e entrepreneuriat féminin, d'un.e médiateur.trice socio-juridique ;
- L'équipe terrain Guinée forestière sera basée à Nzérékoré et effectuera de nombreux déplacements sur les terrains d'intervention. Elle se composera également à titre indicatif d'un.e expert.e genre institutionnel, d'un.e expert.e entrepreneuriat féminin, d'un.e médiateur.trice socio-juridique.

La mission de l'APIP consistera à coordonner de manière efficiente l'ensemble des acteurs proposant un appui aux entrepreneures afin de couvrir l'ensemble des besoins financiers et non-financiers des femmes entrepreneures. A ce titre, les services proposés aux entreprises dans le cadre du projet seront réalisés en coordination et partenariat avec les agences gouvernementales, des institutions financières et le secteur privé, en fonction de leurs compétences distinctes en matière d'appui financier et non-financier aux bénéficiaires visées. L'étendue de la délégation de maîtrise d'ouvrage de l'APIP pourra être revue, après accord de l'AFD, au regard de la capacité de l'APIP à assurer ses missions. La cellule de coordination, logée au sein de l'APIP assurera le pilotage du projet et sera responsable de la mise en œuvre et du suivi global des activités du projet.

Elle mettra en place un Comité de Pilotage (COPIL) en charge de l'orientation stratégique du projet (composé notamment des Ministères concernés, et de l'AFD et l'UE, avec un statut d'observateur).

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Au démarrage du projet, une situation de référence sera réalisée auprès d'un échantillon représentatif de femmes entrepreneures sur les zones du projet (en termes d'âge, de niveau d'éducation, de secteur d'activité, de zone de résidence, de revenus, etc.). Cette enquête permettra de combler le manque de données sur la population cible, de confirmer les besoins identifiés comme prioritaires afin de bâtir les services d'accompagnement les plus pertinents, ainsi qu'elle permettra d'informer les valeurs de base des indicateurs du cadre logique. Un dispositif de suivi-évaluation sera mis en place pour effectuer un suivi approfondi des activités, résultats et effets du projet (à court et moyen/long terme avec des indicateurs qualitatifs).

En complément du Conseil d'administration de l'APIP (qui réunira notamment le Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises et le Ministère de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables), un comité de pilotage (COPIL - composé de membres désignés au sein de l'APIP, de ces deux ministères ainsi que de l'AFD et de la DUE) sera en charge du suivi des réalisations du projet. Ce COPIL se réunira sur une base trimestrielle afin de faire le point sur l'état d'avancement du programme.

Des rapports d'activités annuels d'exécution, conformes aux directives de l'AFD, seront élaborés. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Des données désagrégées par sexe seront fournies dans tous les rapports. Des données de bases complémentaires seront collectées, conformément aux indicateurs de performance retenus pour le projet. Des indicateurs plus fins pourront compléter ce dispositif pour bénéficier de données plus précises.

En complément du suivi opérationnel réalisé par l'agence de l'AFD basé à Conakry, l'AFD effectuera au moins une mission de supervision par année. L'agence de Conakry coordonnera toutes les missions de suivi et assurera le suivi rapproché de l'exécution du projet.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi de projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

A la fin de l'exécution du projet, l'AFD transmettra un rapport d'achèvement du projet.

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Au cours de la phase de démarrage du projet, le COPIL procèdera à une confirmation de la matrice du cadre logique annexée au présent document d'action, en fonction des évolutions intervenues dans le contexte de l'intervention du projet.

Le partenaire de mise en œuvre est responsable d'affiner les indicateurs et d'établir les valeurs de référence, comme indiqué dans le cadre logique en coopération avec la partie nationale et le secteur privé guinéen, le cas échéant.

Les différentes parties prenantes du projet auront une participation active d'autant pour la collecte de données de base, que pour l'évaluation régulière des indicateurs du cadre logique dans le cadre du COPIL. Chaque acteur sera responsable de fournir les données qui correspondent aux indicateurs de leurs domaines respectifs

5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation d'impact à mi-parcours et une évaluation finale seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants à travers une mission conjointe contracté par la Commission et par un partenaire de mise en œuvre.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes et tirer des enseignements, notamment dans le cadre de l'accompagnement des femmes entrepreneures et du renforcement de l'écosystème public-privé.

Dans le cadre de l'évaluation finale, celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait qu'il s'agit d'une action innovante dans le secteur.

Les évaluations incluront l'analyse des aspects genre et droits humains ainsi que les principes suivants : le respect de tous les droits humains, la participation, la non-discrimination, la redevabilité et la transparence. L'action s'inscrivant dans une Initiative Team Europe, cette évaluation pourrait également être réalisée conjointement avec l'AFD).

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme ;

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#):
Niveau Contract		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Convention de contribution